

Document de travailⁱ

Thème 3: Aborder la mobilité humaine dans le cadre des stratégies de développement urbain et rural

Session de la table ronde 3.2:

Tirer parti de la migration pour transformer et développer les zones rurales

1. Introduction

Une grande majorité des migrants est issue des zones rurales. 80 % des pauvres résident en zone rurale et 64 % d'entre eux vivent de leur travail dans le secteur de l'agriculture¹. En 2050, plus de la moitié de la population des pays les moins développés vivra dans des zones rurales et leurs moyens d'existence dépendront de l'agricultureⁱⁱ et des activités économiques qui y sont liées². La mobilité humaine fait partie du processus de développement économique, social et humain. Les transformations sociétales entraînent inévitablement des déplacements, internes et internationaux, de populations à la recherche d'une vie meilleure. Le transfert d'activités économiques par-delà les secteurs et les frontières et la diminution de la part de la main d'œuvre employée dans l'agriculture qui en résulte s'accompagnent en général d'un déplacement de main d'œuvre des zones rurales vers les zones urbaines où se trouvent souvent des secteurs plus productifs dans l'industrie manufacturière et les services.

Dans le cadre du Programme 2030 du développement durable et des ODD, la migration est reconnue comme un des moyens de réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre et d'adopter des politiques migratoires bien gérées (cible 10.7), de défendre les droits des travailleurs migrants, des femmes notamment (cible 8.8) et de faire baisser les coûts de transaction des envois de fonds (cible 10.c). Étant donné sa nature transversale, la migration est également pertinente pour d'autres ODD liés au développement rural, notamment afin d'éliminer la pauvreté et la faim d'ici 2030 (ODD 1, 2), d'atténuer les changements climatiques et de s'y adapter (ODD 13) et de promouvoir la gestion durable des ressources naturelles (ODD 14, 15) tout en parvenant à l'égalité des sexes, et afin d'autonomiser toutes les femmes et les filles (ODD 5).

Le Pacte mondial sur les migrations (PMM) appelle à un engagement collectif sur 23 objectifs afin d'atteindre une migration sûre, ordonnée et régulière. Plusieurs objectifs concernent l'agriculture et le développement rural, en particulier ceux qui envisagent de réduire au maximum les facteurs négatifs de la migration, de fournir des informations précises et d'améliorer les filières pour une migration régulière, de faciliter des pratiques de recrutement équitables, de réduire les facteurs de vulnérabilité dans la migration, d'éradiquer la traite de personnes, de fournir un accès aux services de base, de faciliter la reconnaissance des compétences, de créer les conditions permettant aux migrants et aux

ⁱ Ce document a été préparé par la FAO sous la direction des co-présidents de la TR 3.2, l'Indonésie et la Jamaïque, et avec les précieuses contributions de l'OIT, du FIDA, du centre de développement de l'OCDE, du PNUD, d'ONU Femmes ainsi que d'autres membres de l'équipe de la TR pendant et entre les consultations de la table ronde. Même si tout a été entrepris pour assurer l'exactitude des informations, les auteurs déclinent toute responsabilité et ne fournissent aucune garantie quant à la validité, l'exactitude et l'exhaustivité des informations contenues dans le présent document dont le seul but consiste à fournir des informations et stimuler les débats de la table ronde, session 3.2 lors de la réunion au sommet du FMMD en janvier 2020. Il ne traite pas de manière exhaustive le thème de la session 3.2 et ne reflète pas nécessairement les opinions des auteurs, des organisateurs du FMMD ni des organisations gouvernementales ou internationales impliquées dans le processus du FMMD.

ⁱⁱ Agriculture fait référence à tous les sous-secteurs agricoles, y compris les cultures, l'élevage, la pêche et l'aquaculture ainsi que la sylviculture.

diasporas de contribuer au développement, de faciliter les envois de fonds et la réintégration durable des migrants.³

2. Principaux enjeux: les aspects primordiaux du débat politique

La migration rurale est entraînée par une série de facteurs complexes interdépendants.

Si les gens migrent, c'est parce qu'ils veulent améliorer leur existence, échapper à la pauvreté, aux inégalités des sexes (y compris les violences sexuelles et sexistes) et à l'insécurité alimentaire, trouver de meilleurs emplois et perspectives de vie, et pour des raisons familiales ou d'éducation. L'absence de perspectives d'emplois décents dans l'économie rurale et le manque d'attrait de l'agriculture à faible rendement sont souvent les principales raisons qui incitent les gens, les jeunes en particulier, à se déplacer. Si la création d'emplois ruraux n'arrive pas à suivre la croissance de la population rurale, la pression de la migration se durcira avec les bienfaits et coûts qu'elle engendre. L'absence de services publics et sociaux de qualité (éducation, santé) et d'infrastructures (écoles, routes et hôpitaux) sont également des facteurs qui peuvent influencer la décision de migrer. Ainsi la piètre qualité des transports et des installations de traitement et d'entreposage peuvent par exemple affecter la productivité agricole en déconnectant les agriculteurs des marchés des intrants et des extrants.

L'évolution démographique représente à la fois un défi et une opportunité pour les zones rurales. Les pays peuvent tirer parti du dividende démographique pour autant que l'environnement économique et institutionnel (infrastructures, compétences, innovation et cadre légal) le permette. Inversement, le bonus démographique pourrait durcir la pression sur les ressources naturelles et, associé à des perspectives d'emploi limitées, alimenter la migration des zones rurales.⁴

Conflits, violence et catastrophes naturelles sont les principaux moteurs de la migration forcée. Les changements climatiques viennent se rajouter à cette situation complexe. Les moyens d'existence ruraux reposant principalement sur les ressources naturelles, ils sont plus vulnérables à l'impact des changements climatiques. Cette vulnérabilité accrue a des conséquences sur les schémas de migration rurale.

En règle générale, les migrants ruraux sont jeunes et plus instruits que les non-migrants. Une approche de la migration rurale qui tient compte des questions de genre est nécessaire.

Les migrants sont majoritairement originaires de zones rurales.⁵ Cependant, rares sont les données sur la migration rurale, qu'elle soit interne ou internationale. Les jeunes sont les plus susceptibles d'émigrer à la recherche d'un meilleur avenir. Les adultes dans la force de l'âge (25-64 ans) constituent pratiquement 87 % des travailleurs migrants.⁶ Tant les migrants eux-mêmes que les ménages dont ils sont issus ont tendance à être plus instruits que les ménages de non migrants.⁷ Les personnes extrêmement pauvres sont les moins susceptibles de migrer car restreintes par des contraintes plus fortes liées à la mobilité (absence de ressources et de biens, faible accès aux réseaux sociaux et à l'information, etc.).⁸

Les femmes représentent près de la moitié des migrants internationaux, avec de fortes variations selon les régions (DAES ONU 2017). En 2017, on estimait à 68,1 millions le nombre de travailleuses migrantes, soit 41,6 % de l'ensemble des travailleurs migrants.⁹ La migration étant un phénomène qui comporte une dimension de genre, l'intégration d'une perspective qui tient compte des questions de genre dans le développement de politiques est cruciale si l'on veut pouvoir contrecarrer la discrimination, l'exploitation et les abus¹⁰. Dans bon nombre de sociétés rurales, la migration des femmes est régie par des normes sociales et des attentes au sujet des rôles de chaque sexe et des systèmes décisionnels patriarcaux. Les différences hommes-femmes dans les schémas de migration étant susceptibles d'avoir des répercussions importantes pour les communautés rurales et la transformation rurale, elles doivent être prises en compte (émigration masculine, nombre accru d'agricultrices, changement de rôles, adoption de la technologie, etc.).

La migration interne dans les pays est bien plus importante que la migration internationale.

Environ 1,3 milliard de personnes vivant dans des pays en développement se sont déplacées à l'intérieur de leur pays, passant d'une zone rurale à une zone urbaine.¹¹ La migration interne et internationale peut être interdépendante, les migrants se déplaçant souvent par étapes. Dans les pays à faibles revenus, les migrants internes ont cinq fois plus de chance de migrer internationalement que ceux qui ne se sont pas

déplacés.¹² Selon les données du DAES ONU¹³, la part des migrants internationaux se déplaçant dans une même région représente au moins la moitié du nombre total des migrants internationaux. Que ce soit dans les régions développées ou dans celles en développement, il n'est pas rare d'observer une migration entre les pays d'une même région, voire d'une sous-région. Caractéristique typique de la migration rurale, la migration saisonnière est à la hausse partout dans le monde ; cette augmentation concerne notamment la part des migrants internationaux qui travaillent comme saisonniers dans des exploitations agricoles dans plusieurs pays à revenu intermédiaire et élevé.¹⁴ Les zones rurales peuvent également être la destination de nombreux migrants. Si les données mondiales manquent, des études de cas par pays soulignent la contribution non négligeable apportée par les travailleurs étrangers dans l'agriculture et la transformation agroalimentaire (aux États-Unis par exemple, environ trois-quarts des ouvriers engagés dans la production de cultures à haute valeur ajoutée ne sont pas nés dans le pays).¹⁵ Selon les estimations mondiales de l'OIT concernant les travailleuses et travailleurs migrants, en 2013 le secteur de l'agriculture a employé 16,7 millions de travailleurs migrants (11,1 %).¹⁶

La contribution des migrants et de la diaspora envers le développement rural est multiple.

Près de 40 % des envois de fonds internationaux est destiné à des zones rurales, ce qui témoigne partiellement des origines rurales d'une majeure partie des migrants internationaux.¹⁷ Les envois de fonds représentent une source supplémentaire de revenus non négligeable, soit environ 60 % du revenu annuel total des ménages qui les reçoivent.¹⁸ Près de 75 % des envois de fonds familiaux servent à assumer des besoins immédiats comme la nourriture, l'abri et le paiement de factures tandis que les 25 % restants servent à constituer un futur plus sûr et indépendant par le biais d'une meilleure formation, une meilleure santé, des économies et l'investissement dans des biens et des activités génératrices de revenus.¹⁹ Dès lors que les femmes sont les destinataires des envois de fonds au sein de la famille, on assiste à une augmentation des dépenses pour l'éducation des enfants, la santé et la consommation de nourriture.²⁰ La moitié des envois de fonds par les migrants aux communautés rurales est consacrée aux dépenses liées à l'agriculture (achat de terrain, d'équipement agricole, création d'entreprises, le recrutement de main d'œuvre agricole, etc.)^{21 22}; parfois, ces fonds permettent d'effectuer des investissements dans l'exploitation pour adopter des techniques agricoles plus durables et, partant, pour mieux s'adapter au climat^{23 24}.

Ces dix dernières années, le coût moyen des envois de fonds par rapport au montant total envoyé a chuté de 9,8 % en 2008 à 6,8 % en 2018²⁵. Malgré cette baisse significative, les coûts de transaction se sont maintenus à un niveau élevé inacceptable dans plusieurs corridors à faible volume²⁶ ; en outre, les femmes font face à des obstacles particuliers.

En plus des envois de fonds, les migrants et les diasporas peuvent contribuer au développement des zones rurales à leur lieu d'origine et de destination grâce au transfert de connaissances, de compétences et de technologies ainsi que grâce à la stimulation du tourisme et du commerce de marchandises locales. Nombreux sont les migrants qui apportent une contribution directe au développement rural dans les économies d'accueil en comblant les pénuries de main d'œuvre dans le secteur agricole²⁷, en payant des impôts et en injectant leurs revenus dans l'économie des sociétés d'accueil²⁸ et en contrant le dépeuplement des régions rurales. A titre d'exemple, les données compilées par le centre du développement de l'OCDE et de l'OIT au Costa Rica, en Côte d'Ivoire et dans la République dominicaine révèlent que le taux d'occupation des migrants dans le secteur de l'agriculture est plus élevé que celui des personnes nées dans le pays d'accueil²⁹. Qui plus est, dans ces pays l'agriculture est le secteur qui est le plus affecté par le départ d'émigrants.³⁰

Il est indispensable d'adopter des politiques cohérentes pour la migration, l'emploi et les politiques sectorielles sur l'agriculture et le développement rural afin d'assurer une migration sûre, ordonnée et régulière.

Les politiques devraient avoir pour objectif de déployer au maximum les bienfaits sociaux et économiques de la migration tout en assurant la promotion et la protection des droits de l'homme et du travail des migrants.³¹ Une meilleure cohérence entre les politiques de migration, d'emploi³² et de développement rural et sectoriel requiert une coordination accrue entre les ministères sectoriels et de la migration et d'autres parties prenantes clés (organisations patronales et des travailleurs, secteur privé, associations de migrants et de diaspora, organisations de producteurs, monde académique) ainsi qu'entre les autorités nationales et locales.

3. Principaux défis: conflits d'intérêt et d'opinion

Migration: une chance ou un défi pour le développement rural?

La migration s'accompagne de chances mais aussi de défis pour les zones et les populations rurales dans les pays d'origine, de transit et de destination. A l'origine, la migration peut réduire la pression sur les marchés locaux du travail et favoriser une attribution plus efficace du travail ainsi que des salaires plus élevés dans l'agriculture. Les envois de fonds peuvent contribuer à résoudre les problèmes de liquidités et à encourager les investissements dans l'agriculture tout en donnant la possibilité de recruter de la main d'œuvre. Dans le même temps, les zones rurales risquent de perdre la catégorie la plus vitale et dynamique de leur main d'œuvre. Les entreprises peuvent se retrouver en difficulté avec le départ de leurs travailleurs qualifiés vers des régions urbaines tandis que les personnes qui restent sont susceptibles de subir des charges de travail accrues (nombre plus important de femmes travaillant dans l'agriculture, risques de travail d'enfants, etc.). Les changements apparaissant dans la dynamique des ménages sont susceptibles d'entraîner des perturbations au niveau des dispositions prises pour la prise en charge des membres de la famille avec, à la clé, des conséquences négatives sur leur santé et leur bien-être ; mais ils peuvent aussi exercer un impact positif en modifiant les stéréotypes sur les rôles des sexes. Selon les cas, les femmes peuvent assumer un contrôle accru sur les ressources de production et les envois de fonds, contribuant par là-même à combler l'écart entre les sexes dans l'agriculture.

Dans les zones rurales de destination et de transit, les chiffres importants de migrants, réfugiés et PDI peuvent poser des problèmes politiques, économiques et environnementaux pour les communautés d'accueil, ce qui peut entraîner des changements de population, une dégradation de l'environnement et des tensions dans les services sociaux de base, les marchés du travail et du logement ainsi que dans les systèmes de gouvernance. Toutefois, on assiste à une augmentation de données probantes sur les bienfaits qu'il y a à recruter des migrants dans les économies locales et sur les contributions que ceux-ci apportent à leur communauté d'accueil. Pour les entreprises confrontées à une pénurie de main d'œuvre qualifiée dans les zones rurales, y compris dans les pays développés, les efforts déployés pour combler ces lacunes par le biais de la migration des travailleurs peut représenter une chance également pour les travailleurs qualifiés qui sont déplacés suite à une crise ou à un conflit tout en répondant aux besoins du secteur privé.

Migration et transformation rurale: nouvelle dynamique des systèmes territoriaux et agroalimentaires

Il existe une relation à double sens entre migration rurale et développement rural : d'une part, la migration rurale est étroitement liée aux conditions prévalant dans les zones rurales et elle impacte de plusieurs façons les sous-secteurs de l'agriculture et, d'autre part, l'économie rurale a un rôle clé à jouer car elle fait partie intégrante de toute réponse apportée aux grands mouvements migratoires.

Les migrations humaines ont longtemps constitué une importante stratégie de subsistance pour les populations rurales qui devaient réagir à la saisonnalité et aux incertitudes associées à l'agriculture. En outre, par la transformation des zones rurales la population a plus facilement accès aux ressources financières, ce qui lui permet de développer des compétences et ce qui augmente donc bien souvent les motivations, les capacités et les chances de migrer. La transformation mène donc généralement à l'instauration de liens physiques et institutionnels renforcés avec les zones urbaines, notamment dans les villes intermédiaires en pleine croissance et dans les petites villes. Les petites villes et les villes peuvent jouer un rôle clé dans le développement rural et dans la lutte contre la pauvreté. La création d'emplois dans une économie non agricole autour des petites villes et des villes est une autre manière de répondre aux besoins des migrants potentiels. Ces activités offrent un potentiel élevé de création d'emplois et sont importantes pour les pays confrontés à des défis associés à l'explosion de la population jeune, défis qui, pour la plupart, sont les mêmes que ceux rencontrés aux étapes initiales des processus de transformation rurale et structurelle.

Il arrive que les récits prédominants qui établissent un lien entre la migration rurale-urbaine et le surpeuplement en milieu urbain ne tiennent pas compte de certains facteurs clés ; en fait, la croissance de la population urbaine est en majeure partie une croissance de la population naturelle³³, l'urbanisation

survenant principalement dans des agglomérations relativement petites de moins de 500'000 habitants et les personnes se déplaçant en milieu urbain le faisant de manière saisonnière. Quoiqu'il en soit, la migration rurale-urbaine (*pendulaire, saisonnière ou à long terme*) de la main d'œuvre est un phénomène pertinent à même d'affecter le mode de déroulement de l'urbanisation. Il convient donc d'appréhender de manière plus nuancée la diversité de la dynamique de la migration des travailleurs dans l'ensemble du spectre rural-urbain de manière à pouvoir effectuer une planification spatiale plus intégrée, en phase avec les politiques visant un développement rural durable et inclusif, et à procéder à des investissements dans le but d'accroître la productivité agricole et la compétitivité au travers des chaînes de valeur agroalimentaires.³⁴

Migration, changements climatiques et dégradation de l'environnement

Si la variabilité et les changements climatiques ne poussent pas en soi les gens à se déplacer, ils représentent des risques pour leur subsistance, leur santé et leurs biens, ce qui accentue leur vulnérabilité et par la suite exerce une influence sur leur décision de migrer. Il y a, d'une part, les personnes qui ont les ressources et la capacité de migrer, temporairement ou de manière cyclique, pour mieux s'adapter aux bouleversements engendrés par le climat et, d'autre part, les personnes vulnérables touchées par l'extrême pauvreté sur lesquelles les changements climatiques pourraient exercer un impact tel qu'ils renforceraient leur vulnérabilité et qu'elles se retrouveraient dans l'impossibilité de quitter les zones subissant un risque environnemental, piégées dans des zones climatiques sensibles avec de moins en moins de possibilités de s'adapter *in loco*. Le fait que les pouvoirs publics des zones rurales ont des capacités restreintes en matière de planification et d'élaboration de budget en réponse aux changements climatiques constitue par ailleurs un facteur supplémentaire susceptible de rajouter à la complexité de la question.

Les réponses apportées par la migration diffèrent selon que les événements climatiques sont lents ou soudains. Des études de cas menées en Indonésie et au Bangladesh montrent que les populations se déplacent temporairement en réponse aux conditions météorologiques extrêmes (inondations par exemple) mais qu'elles migrent sur le plus long terme dès lors qu'elles sont affectées par le stress environnemental et des événements répétés à évolution lente comme les chaleurs prolongées durant les principales saisons agricoles³⁵. Avec l'effet cumulatif des stress climatiques, la migration à court terme/saisonnière traditionnelle dans les zones rurales se transforme en migration sur le plus long terme entraînée par la répétition des mauvaises récoltes, des revenus à la baisse et des dettes à la hausse.³⁶ Il arrive parfois que la migration puisse se révéler être une stratégie d'adaptation souhaitable et une échappatoire à la pauvreté. Cela appelle à des efforts concertés pour intégrer la migration dans les politiques et programmes de développement et d'environnement dans le but de mettre en place un environnement propice à une migration qui puisse bénéficier aux pays d'origine et de destination mais aussi aux migrants et à leur famille.

Défis posés par la protection des ouvriers agricoles migrants dans les zones de destination

Bon nombre de pays sont en demande de migrants aptes à travailler dans les régions rurales et agricoles, et ce pour plusieurs raisons qui vont du dépeuplement des zones rurales et du manque de main d'œuvre à l'évolution démographique. Les migrants jouent dès lors un rôle crucial dans le maintien des activités agricoles et dans la revitalisation des moyens de subsistance en milieu rural.³⁷ Souvent saisonnier, le travail agricole n'offre pas tous les bénéfices d'un travail décent. Les travailleurs migrants actifs dans l'économie rurale sont confrontés à toute une série de défis en termes de protection et d'accès à leurs droits du travail tels que l'égalité de traitement, droits syndicaux, recrutement non éthique, manque de perspectives pour développer leurs compétences et les faire reconnaître, sécurité des revenus, des risques pesant sur leur sécurité et santé au travail, manque de couverture de protection sociale et transférabilité des droits à des prestations³⁸. Beaucoup d'ouvriers agricoles migrants actifs dans l'économie rurale se retrouvent exclus de la législation nationale du travail (avec des incidences sur leur protection) et privés de conditions de travail décentes. De surcroît, des études menées au Costa Rica, en Côte d'Ivoire et dans la République dominicaine montrent que là où des politiques leur procurent protection ou couverture, il s'agit bien souvent d'une protection *de jure* qui ne se traduit pas en résultats *de facto*.³⁹ Le risque existe donc qu'ils fassent l'objet de recrutement non éthique et ils subissent souvent des traitements discriminatoires alors que la main d'œuvre migrante moins qualifiée connait de plus

grandes difficultés à s'intégrer dans le marché du travail.⁴⁰ En outre, l'absence de perspectives pour développer leurs compétences et les faire reconnaître entraîne une précarisation accrue de leur situation.

Fournir des conditions de travail décentes aux migrants travaillant dans l'économie rurale peut dès lors garantir une expérience de la migration positive tant pour les migrants que pour les communautés d'accueil sans exacerber les inégalités. Une meilleure adéquation entre l'offre et la demande de main d'œuvre, la prise en compte des besoins en compétences ainsi que du facteur saisonnier de la demande de main d'œuvre agricole pourraient contribuer à mieux gérer les flux de migration.

Tirer parti de l'impact des envois de fonds et des investissements des migrants

Les envois de fonds exercent un impact positif important sur les communautés locales et ils peuvent également avoir un effet multiplicateur sur l'économie locale. Informations et incitations sont nécessaires pour augmenter l'utilisation des envois de fonds à des fins d'investissement dans l'agriculture et l'agro-industrie et pour stimuler les entreprises non agricoles. Le montant total des envois de fonds aux zones rurales ainsi que leur impact sont difficiles à estimer; en effet, la plupart des migrants ruraux se déplacent au sein de leur pays et les transferts d'argent internes ne sont habituellement pas signalés. Quoiqu'il en soit, les données des ménages compilées à partir de six pays d'Afrique et d'Asie suggèrent qu'entre 2006 et 2011 les envois de fonds internes se sont produits principalement vers des zones rurales relativement plus pauvres, ce qui implique un impact significatif sur la réduction de la pauvreté.⁴¹

Cette année, la célébration par le FMMD de la "Journée internationale des envois de fonds à la famille – Aider un milliard de personnes à atteindre leurs propres ODD"ⁱⁱⁱ a mis en lumière l'importance cruciale que revêt la relation entre les envois de fonds et l'inclusion financière dans la promotion à long terme de la constitution de biens pour les ménages et leur communauté. L'expérience montre que plus elles ont l'occasion d'économiser, et plus les familles bénéficiaires économisent, que plus elles peuvent investir et plus elles le font et que plus elles disposent de mécanismes améliorés pour développer leur propre capital humain et plus elles sont prêtes à s'engager fermement pour leur avenir. Grâce à des stratégies d'inclusion financière, les envois de fonds augmentent de manière exponentielle leur impact sur le développement et aident les familles à utiliser leurs ressources financières de manière plus productive dans leur voie vers l'indépendance financière⁴² à l'aide de formations financières et d'améliorations dans l'environnement financier.⁴³ Les envois de fonds numériques peuvent également contribuer à créer un impact plus élevé : si les opérations « espèces contre espèces »⁴⁴ restent prédominantes, la situation évolue rapidement avec la banque numérique et le nombre croissant d'utilisateurs de téléphones portables, notamment en Afrique et en Asie. Les services bancaires numériques peuvent favoriser l'inclusion financière puisqu'ils permettent de lier les fonds reçus à d'autres services financiers comme les services de base (règlement immédiat de factures, accès aux comptes d'épargne, etc.) et les services plus élaborés comme l'accès au crédit et à l'investissement. Les innovations numériques peuvent en outre être favorisées en promouvant la littératie financière et numérique et en mettant en place de cadres réglementaires.⁴⁵ Les envois de fonds et les investissements des migrants peuvent également avoir un rôle à jouer pour renforcer la résilience envers les chocs et les stress climatiques et améliorer la gestion des ressources naturelles (au Mali par exemple, la diaspora malienne investit dans les infrastructures de base de ses lieux d'origine, notamment dans la fourniture d'eau dans les villages⁴⁶ tandis qu'au Kenya des sols ont été sauvés de l'érosion grâce à l'investissement des envois de fonds dans les techniques de conservation des sols⁴⁷).

4. Idées d'action

A. Renforcer la cohérence et le dialogue entre les programmes et politiques de migration et sectoriels liés à l'agriculture et au développement rural

Les priorités politiques liées à la migration rurale, interne et internationale, varient selon le contexte de chaque pays. Les interventions diffèrent en fonction du niveau de développement du pays ou selon que le pays traverse une crise ou qu'il s'agit d'un pays en transition ou développé.⁴⁸ Les politiques des

ⁱⁱⁱLa célébration de la "Journée internationale des envois de fonds à la famille – Aider un milliard de personnes à atteindre leurs propres ODD" s'est déroulée le 14 juin 2019 au siège des Nations Unies, à New York. Elle a été organisée par le FIDA, la Banque mondiale et le DAES ONU en collaboration avec les missions permanentes d'Algérie, du Canada, d'Equateur, du Guatemala, de Madagascar et des Philippines.

pouvoirs publics peuvent elles aussi affecter indirectement l'exode rural par le biais de plusieurs canaux. Ainsi, par exemple, si les machines agricoles permettent d'alléger l'intensité du travail et de réduire la dangerosité des tâches agricoles, la dynamique des marchés du travail dans les zones rurales peut changer et provoquer à son tour une migration rurale-urbaine. Les effets sont également mitigés pour les politiques de subventions agricoles : en Arménie, les ménages qui en bénéficient sont moins susceptibles de compter un membre ayant l'intention de migrer que les autres ménages alors qu'en Géorgie, il semble que les bons agriculteurs augmentent la probabilité d'émigrer car ils relâchent la pression financière et rendent la migration plus envisageable, économiquement parlant.⁴⁹ Le fait que l'accès aux services financiers soit compliqué pour les migrants ou que ces derniers soient confrontés à des obstacles pour acquérir ou posséder leurs propres terres rurales peut limiter les investissements des migrants et leur esprit d'entreprise dans les régions rurales.⁵⁰

Au vu de ce qui précède, il est important de viser une meilleure cohérence et une coordination accrue entre les politiques, les stratégies et les programmes sur la migration d'une part et sur l'agriculture et le développement rural d'autre part. Il est indispensable d'intégrer la migration dans l'agriculture et le développement rural (et vice-versa), tant au niveau national que local et il est primordial de tenir des consultations entre les multiples parties prenantes pour pouvoir garantir des approches intégrées et cohérentes. Qui plus est, les décisions politiques devraient être fondées et s'appuyer sur des données et informations fiables et solides. Pour arriver à concevoir, mettre en œuvre et contrôler les politiques, il est dès lors crucial de combler les lacunes dans les données et de posséder de meilleures statistiques, y compris sur la migration rurale (de main d'œuvre) sur la base des niveaux adéquats de désagrégation (sexe, groupe d'âge, sous-secteur agricole).⁵¹ Les données et statistiques devraient s'accompagner d'une meilleure compréhension des marchés du travail en milieu rural, élément essentiel pour mieux appréhender les déterminants et les implications de la mobilité humaine en lien avec l'agriculture et le développement rural.

De plus, il faut passer d'abord par l'étape qui consiste à renforcer la capacité des parties prenantes agricoles et rurales à s'engager dans les discussions sur la migration au niveau local et national et à influencer ces discussions. Lors de la mise en œuvre des objectifs du Pacte mondial sur les migrations, les plateformes et mécanismes multipartites existants doivent servir à inciter les différents acteurs (parties prenantes rurales, groupements de jeunes et de femmes, organisations patronales et de travailleurs, organisations de producteurs, organisations de migrants et de diasporas, associations de villes natales) à prendre part à la programmation et à la prise de décision en matière de migration et à les sensibiliser à l'agriculture et au développement rural.

B. Aborder la question des moteurs de la migration qui sont défavorables pour la transformation et le développement des zones rurales

Créer des alternatives dans les zones rurales

Favoriser des perspectives d'emploi décentes dans l'économie rurale, en particulier à l'attention des jeunes et des femmes, et encourager la diversification est un des éléments clés qui fait de la migration un choix et non pas une nécessité. Revaloriser les chaînes de valeur agricoles peut créer des possibilités d'emploi décentes au-delà de l'agriculture primaire. Grâce au complément apporté au secteur primaire par l'introduction d'activités en amont et en aval (transformation et commercialisation des intrants agricoles, etc.), l'agriculture peut devenir une option viable et plus attrayante. Il est primordial de renforcer le développement agro-industriel et l'économie rurale non agricole, notamment en favorisant l'investissement productif des envois de fonds, pour pouvoir diversifier et mettre en place de nouvelles occasions génératrices de revenus à l'attention des populations rurales.

Les efforts déployés pour fournir aux migrants, potentiels et actuels, dans les zones rurales des informations exhaustives et accessibles sur les voies migratoires sûres et régulières, sur les moyens existants de subsistance et sur les alternatives à la migration appellent à une action continue afin que la décision de migrer soit éclairée et prise sur une base volontaire. Pour qu'il soit équitable, le recrutement dans le secteur agricole doit passer par l'intégration dans la migration, y compris dans les normes privées⁵², des Directives de l'OIT sur le recrutement équitable ainsi que par l'exploitation du potentiel que représente la technologie numérique pour la promotion de pratiques de recrutement plus éthiques et transparentes.

Il est possible d'améliorer l'employabilité des populations rurales en mettant en place, avec un accès facilité, des offres d'éducation, de formation et de développement des aptitudes qui soient ciblées à la fois sur les compétences techniques, humaines et commerciales. A cet égard, les normes de compétences sur un modèle régional (par exemple les Normes de compétences de l'OIT sur un modèle régional : agriculture et aquaculture,⁵³ qui viennent en aide aux pays en passe de créer des normes nationales ou de revoir des normes existantes) peuvent accélérer l'amélioration des systèmes de formation et la reconnaissance mutuelle des compétences.⁵⁴

Investir dans les systèmes agroalimentaires dans l'ensemble du continuum rural-urbain

Favoriser les liens entre zones rurales et urbaines par le biais de stratégies territoriales appropriées est propice à l'instauration d'un environnement d'affaires favorable pour les agriculteurs et à la création de perspectives de revenus non agricoles (essentiels pour bâtir une économie rurale prospère et durable). L'existence de synergies renforcées entre les zones rurales et urbaines est un facteur supplémentaire de stimulation de la croissance de l'économie agricole et non agricole, elle ouvre des perspectives pour la population rurale dans le secteur agricole et dans d'autres secteurs économiques des zones rurales et elle facilite la migration temporaire entre zones rurales et centres urbains régionaux. L'amélioration des infrastructures et services de base (éducation, santé et communication) dans les villes et petites villes et dans les zones rurales aux alentours couplée à une meilleure interconnexion entre elles sont des étapes clés dans la lutte pour réduire les inégalités et obtenir une transformation plus inclusive. En adoptant une approche de développement agro-territorial et en se concentrant sur l'instauration de liens durables entre zones rurales et urbaines, les petites villes et les bourgades rurales seront rapprochées, ce qui permettra de relever certains des défis associés à la transformation rurale. Cela facilitera les liens en aval de la chaîne de valeur alimentaire entre agriculteurs, industries agroalimentaires et négociants qui fournissent des services non agricoles dans le continuum rural-urbain.

Promotion d'une approche fondée sur les droits de la migration au sujet de la migration temporaire et saisonnière

Les programmes de migration temporaire et saisonnière devraient adopter une approche fondée sur les droits et intégrer les meilleures pratiques. Les programmes saisonniers devraient notamment protéger et autonomiser les migrants, répondre aux besoins des secteurs agricole et rural et des populations rurales d'origine et de destination, inclure la participation des employeurs et des syndicats dans la conception des programmes et le contrôle du recrutement de la main d'œuvre à l'étranger, garantir la coopération des gouvernements ou des employeurs dans les régions de destination (aide au recrutement, séances d'information avant le départ et développement des compétences) et permettre aux migrants d'acquérir des compétences et expériences transférables. Les accords bilatéraux relatifs aux migrations de main d'œuvre devraient respecter les Normes de l'OIT tant dans leur rédaction que dans leur mise en œuvre.⁵⁵ Dans la mesure où les conditions ci-dessus sont remplies, le potentiel de la migration temporaire peut se trouver amélioré, notamment par le fait que les migrants n'auraient peut-être pas besoin de quitter leur région d'origine à titre définitif. Les programmes de migration saisonnière (agricole) pourraient constituer des voies migratoires sûres et régulières pour les migrants ruraux.

Améliorer la résilience par rapport aux changements et à la variabilité climatiques

Les politiques devraient s'attacher à atténuer et gérer les impacts des risques liés au climat ainsi que la dégradation de l'environnement, promouvoir l'adaptation aux changements climatiques, mettre en œuvre des mesures en faveur d'une agriculture respectueuse du climat et élaborer des stratégies de gestion des risques pour l'agriculture et les secteurs qui y sont liés. Prévenir et atténuer les événements climatiques extrêmes et progressifs et les risques associés et y faire face devraient faire l'objet d'investissements ciblés. De surcroît, il faudrait que les politiques permettent d'améliorer la résilience des moyens de subsistance afin de fournir des alternatives à la migration dans les zones climatiques sensibles tout en renforçant l'aptitude des communautés rurales à s'adapter aux changements. Le secteur privé devrait s'engager pleinement dans la planification et la mise en œuvre des programmes d'adaptation aux changements climatiques (c'est-à-dire, des programmes de formation ciblés sur la requalification des populations rurales déplacées dont les moyens de subsistance ont été affectés par l'apparition des effets des changements climatiques).

Il faut de plus promouvoir une cohérence des politiques au niveau local, national et international qui tiennent compte des implications des changements environnementaux et climatiques en élaborant les politiques et pratiques de gestion de la migration et, vice-versa, les questions liées à la migration devraient être prises en compte dans les politiques sur les changements climatiques. Qui plus est, des efforts pourraient être accomplis pour exploiter le rôle que joue la migration comme stratégie d'adaptation aux changements climatiques, par exemple en développant à l'attention de communautés vulnérables à l'environnement des programmes de migration temporaire de la main d'œuvre comme moyen de renforcer les contributions apportées par la migration à la diversification des moyens d'existence et à la résilience dans les régions d'origine (par exemple par le biais d'envois de fonds et de transferts de compétences) tout en apportant des avantages potentiels aux régions de destination en solutionnant le problème de la pénurie de main d'œuvre.

C. Exploiter le potentiel de la migration pour le développement et la transformation des zones rurales

Mobiliser les ressources humaines et financières des migrants et de la diaspora

Mobiliser et intégrer les migrants, les diasporas et la population rurale dans le cadre de politiques et de programmes constitue un élément clé de la solution consistant à instaurer la confiance et mettre en place des stratégies efficaces. Les gouvernements devraient fournir des informations et proposer une assistance technique et des incitations afin d'accroître et de faciliter l'investissement des migrants et afin d'utiliser les envois de fonds de la meilleure des manières en les investissant de manière productive dans l'agriculture et dans des entreprises non agricoles. Notons à cet égard que les transactions électroniques peuvent réduire de manière drastique les coûts des envois de fonds.⁵⁶

Le réseau des diasporas peut être exploité (avec le soutien des missions diplomatiques d'outre-mer) pour faciliter les investissements dans le système agroalimentaire et stimuler le commerce agroalimentaire entre les pays d'accueil et d'origine avec, à la clé, des investissements et de nouvelles perspectives d'emploi. Comme indiqué dans le document de travail rédigé pour la table ronde 3.2 du FMMD de l'année dernière intitulée "*Au-delà des envois de fonds : exploiter l'impact sur le développement et promouvoir l'engagement transnational des diasporas et des migrants*", il existe plusieurs typologies différentes de mécanismes d'investissement qui sont en cours de mise en place dans différents pays et qui donnent des résultats positifs ; celles-ci vont des plateformes de financement participatif aux fonds d'investissement d'égalisation de capital d'amorçage en passant par des mécanismes mixtes et des obligations des diasporas. Il est tout aussi essentiel de mobiliser les compétences et les connaissances des diasporas, les technologies d'information et de communication (TIC) pouvant faciliter ces échanges. On pourrait ainsi envisager par exemple d'organiser les plateformes virtuelles pour effectuer du mentorat en ligne, proposer des possibilités d'investissement et partager les connaissances sur l'agro-industrie.

Les envois de fonds restent une des contributions les plus concrètes et substantielles apportées par les migrants au développement de leur pays natal puisqu'ils aident directement leur famille et communauté dans le pays d'origine à remplir leurs propres ODD. Parmi les principales conclusions de la manifestation du FMMD de cette année sur "*L'impact des envois de fonds sur la transformation rurale en Afrique: des engagements à l'action*",^{iv} il vaut la peine de mentionner i) l'urgence de pouvoir s'appuyer sur de meilleures données, plus fiables, sur les envois de fonds afin de mieux comprendre le marché et d'alimenter des politiques et stratégies nationales et internationales éclairées sur cette question et ii) l'appel lancé pour une mobilisation accrue tant au niveau national qu'international afin de prendre des actions concrètes pour réduire les coûts et augmenter au maximum l'impact des envois de fonds sur le développement. Ce n'est qu'en établissant des liens entre les différentes initiatives actuelles portant sur les envois de fonds et l'intégration financière que l'on parviendra à améliorer les occasions données aux secteurs public et privé de remplir la cible 10.c (réduction des coûts) et les autres ODD.

^{iv}La manifestation "*L'impact des envois de fonds sur la transformation rurale en Afrique: des engagements à l'action*" a été organisée par le FIDA et l'Institut africain pour les envois de fonds (AIR), le 11 octobre 2019 à l'Union africaine, Addis Abeba (Éthiopie)

La réintégration productive des migrants de retour dans l'économie rurale peut se trouver facilitée par la création d'un environnement propice à l'agro-industrie (cadre légal, accès aux finances, incitations, assistance technique, cartographie des compétences et base de données, reconnaissance des compétences, etc.) et par des actions de sensibilisation sur les perspectives d'affaires agricoles et non agricoles dans des systèmes agroalimentaires prometteurs. Les interventions doivent également proposer des offres de moyens de subsistance et des formations techniques sur mesure ciblées sur la réintégration des migrants de retour ainsi que des mesures à appliquer au niveau de la collectivité pour renforcer la confiance et la cohésion sociale et prévenir les conflits sur les ressources naturelles et les différends portant sur les terrains.

Augmenter au maximum la contribution des migrants en faveur de l'agriculture et du développement rural dans les régions de destination

L'intégration socioéconomique de la main d'œuvre agricole migrante peut entraîner des effets positifs sur la transformation structurelle des zones rurales dans les pays de destination, que ce soit dans les pays du Nord ou ceux du Sud. Cela comprend la protection des droits du travail des migrants, la garantie de conditions de travail adéquates et la suppression de la nature informelle du travail. Il faut encourager la création d'espaces pour les organisations de travailleurs afin que les intérêts de ces derniers soient représentés dans le discours politique. Il est tout aussi important de s'efforcer de renforcer les capacités afin de développer les compétences des travailleurs migrants ruraux afin d'articuler leurs besoins et encourager les liens avec les structures institutionnelles qui leur permettent de faire entendre leur voix politique⁵⁷. Il faut, dans la mesure du possible, installer des centres de services et de ressources pour migrants à guichet unique dans les zones rurales afin qu'ils soient accessibles aux migrants travaillant dans l'agriculture.⁵⁸ Dans les pays de destination, les gouvernements devraient prendre et renforcer des mesures de protection et de promotion des droits des travailleurs migrants, et leur allouer les ressources nécessaires, en effectuant régulièrement des inspections du travail, notamment dans les secteurs et lieux de travail vulnérables et difficiles d'accès (la pêche, les mines, la sylviculture, l'agriculture et le travail domestique par exemple), en formant des inspecteurs du travail et en mettant en place des équipes spéciales multisectorielles chargées de l'inspection du travail⁵⁹. L'amélioration de la sécurité et de la santé au travail (SST) passe par des formations de SST et par la fourniture, le cas échéant, d'équipement personnel de protection par les employeurs sur le lieu de travail à l'arrivée des travailleurs migrants puis sur une base régulière.⁶⁰

Table ronde 3.2 Questions directrices

- Quels sont les facteurs qui influencent la migration rurale et comment interagissent-ils à différents niveaux (international, national, local) ? Qui part ? Quel rôle jouent l'âge et le sexe dans la migration et dans ses résultats ? Quelle est la relation entre changement climatique et migration dans le contexte de la transformation des zones rurales et quelles sont les implications pour la migration et le développement des zones rurales ?
- Quelles leçons les gouvernements et les partenaires ont-ils appris en traitant le phénomène de la migration rurale ? Quels sont les défis et les opportunités (et pour qui) ? Quels types de politiques d'intervention peuvent améliorer les effets positifs et atténuer les effets négatifs de la migration en provenance des zones rurales et vers celles-ci ? Quel est le rôle de la coopération multipartite et à plusieurs niveaux (international, national, local, rural-urbain) ? Comment améliorer la coordination et la cohérence ?
- Quel rôle jouent les envois de fonds et les investissements effectués par des migrants dans les zones rurales ? Comment peuvent-ils être utilisés pour soutenir le développement rural ? Quels sont les goulots d'étranglement à cet égard et qui devrait s'unir pour y remédier ? Au-delà des envois de fonds, quel est le rôle de la relation entre ceux qui partent et ceux qui restent ? Quel rôle les diasporas peuvent-elles jouer pour accroître les bénéfices de la migration pour le développement et la transformation des zones rurales ?

Annex 1: Examples of policies and practices on harnessing migration for rural transformation and development

Collection of experiences from countries, UN agencies, civil society, private sector. Countries are invited to submit their examples of policies and practices on harnessing migration for rural transformation and development to the GFMD Support Unit (support.unit@gfmd.org).

Country experiences will be listed in the Annex and included in the GFMD Platform for Partnerships Policy and Practice database <http://gfmd.org/pfp>

Ideas for Action	Country	Practices (Policy, Programme, Approach, Project) and Description	Implementing Agency (if applicable)
Addressing the adverse drivers of migration for rural transformation and development			
<i>Creating alternatives in rural areas</i>	India	National Rural Employment Guarantee Programme was designed to increase incomes of the poor directly and reduce expenses incurred on distress migration. Through agro-food processing, sericulture and other village enterprises, India hopes to check rural-urban migration by gainfully employing people in villages.	
	Ethiopia	National Rural Job Opportunity Creation Strategy targets rural job seekers, primarily the unemployed and underemployed women and men, above 15 years of age, literate and illiterate, and those without regular and sufficient income. Furthermore, landless and school drop outs, technical and vocational trainees, and university graduates, farmers evicted from their land due to the expansion of urbanization and industrialization and those who need special support because of disability will be potential beneficiaries of the strategy.	
	Guatemala	National Strategy for Labour Reintegration for Returned Guatemalan Migrants : The strategy is the enabling of an environment to facilitate the labour reintegration of returned Guatemalan migrants and calls for the collection of returnees' socio-demographic and skill profiles and provision of economic support and employment services for at least 10 per cent of migrants repatriated to Guatemala each year.	
	Bangladesh	BRAC (Rural Advancement Committee) , established in 1972, is a learning organization and works to combat poverty in over 70 thousand villages and 2000 slums, offering a service package, support and capacity building: microfinance, health, education. BRAC has established 24 training centers all over Bangladesh with the residential capacity to train 100 participants at a time. The villagers are both trained in human relations (leadership, communication, accounting, management) and occupational skills (agriculture, poultry, livestock, fisheries, sericulture and small business management). Once the poor end the training they are supported by the microfinance programme to take on economic activities. BRAC has played a long role in building the skills of the poor rural villagers in taking up activities in economic and social fields, helping them to deal with solutions related to rural poverty.	BRAC
	Senegal Guatemala	FAO works on Rural Youth Migration , supporting rural youth with alternatives to migration through the promotion of decent rural employment in agri-food value chains.	FAO

	Honduras Tunisia Ethiopia		
	Kenya	“ Rural youth migration, social protection and sustainable valuechains ” project. FAO is working towards building the capacity of poor and vulnerable youth in migration prone areas, including cash transfers beneficiaries, and engaging them in productive activities along agro-food value chains; and support youth entrepreneurs to scale-up their businesses along selected value chains.	FAO
	Mali	GIZ supports the National Programme for Sustainable small-scale Irrigation in Mali through job creation in two value chains with high employment potential, fishery and horticulture, in the region of Kayes, particularly affected by emigration.	GIZ
	Indonesia	In 2014, Indonesia issued the so-called ‘ Village Law ’ which intends to push development in the villages and empower the villagers in conducting business and economic activities. In 2018, the Indonesian government launched the village product flagship development program (or Prudes for short in Indonesian) to increase job opportunities in the villages. Moreover, Indonesia has also established productive migrant villages across Indonesia (the target being 400 villages), which do not only provide information and documents for people who do intend to migrate, but also empower the migrants’ families, create a cooperative for migrants’ families and help migrants re-integrate into the society.	
<i>Promoting migration rights-based approach to temporary and seasonal migration</i>	New Zealand	Recognized Seasonal Employer Scheme (RSE) :allows the horticulture and viticulture industries to recruit workers from overseas for seasonal work when there are not enough New Zealand workers. The RSE started in April 2007 and now provides places for up to 10,500 workers during the agricultural season (2016/17 figure). Preference is given to workers from Samoa, the Solomon Islands, Kiribati, Tuvalu and Vanuatu. Workers can remain for up to 7 out of 11 months. Workers under RSE are allowed to be re-employed in subsequent years, and there is a very strong record of their coming back.	
	Australia	Working Holiday Makers fills critical jobs during harvesting and picking seasons and provides a large and mobile workforce that helps meet seasonal demand for agricultural workers. They also provide labour for jobs for which natives are hard to find in rural and remote areas. The Pacific Seasonal Workers Program allows workers from East Timor, Nauru, Kiribati, Papua New Guinea, Samoa, Solomon Islands, Tonga, Tuvalu and Vanuatu to work in low-skilled jobs for up to 7 months in a 12-month period. After a successful pilot programme in the horticultural sector, the Programme is now an uncapped demand-driven source of labour supply for the agricultural sector.	
	Canada	The Seasonal Agricultural Workers Program (SAWP) allows for the orderly entry of agricultural workers from the Caribbean and Mexico to meet the temporary/seasonal needs for labour in the agriculture sector when Canadian workers are not available. SAWP helps the horticultural segment in sourcing foreign workforce for labour-intensive and highly seasonal jobs with repeated tasks. Around 18,000 workers are employed annually under the SAWP. Seasonal workforce has an extremely high retention rate, with 59 per cent of SAWP workforce returning to their farms for	

		between 5 - 15 years. 65 per cent of SAWP participating farmers expect an increase in their production in the next 2 to 3 years, if they have access to an adequate workforce.	
	Mexico	The ILO signed a MoU with the International Fruit and Vegetable Alliance (AHIFORES) to carry out joint work on mainstreaming the General Principles and Operational Guidelines for Fair Recruitment in the certification scheme DEAR as well as developing a tool box to address recruitment practices in horticulture and vegetable supply chains in partnership with Verité.	ILO and AHIFORES
	United Kingdom	The Seasonal agricultural workers scheme pilot will allow fruit and vegetable growers to hire non-EU workers for up to six months before they must return home. 2,500 workers will be able to come to the UK in each year of the 24-month scheme. The pilot will run until the end of December 2020 and will be reviewed before any decisions are taken on running a future scheme.	
	ASEAN	ILO Recommendations to the 11th ASEAN Forum on Migrant Labour (2018) to guide ASEAN Member States' efforts on leveraging technology to (i) improve labour migration management, and (ii) provide digital services for migrant workers, with an overarching view of furthering all migrant workers' well-being giving due consideration to gender sensitivity and to the specific needs in rural areas and agricultural sectors.	ILO
<i>Enhancing resilience to climate variability and change</i>	Colombia, Madagascar The Sudan	FAO Early Warning Early Action System (EWEA) translates warnings into anticipatory actions to reduce the impact of specific disaster events. It focuses on consolidating available forecasting information and putting plans in place to make sure FAO acts when a warning is at hand. At country level, the EWEA team works closely with country offices to develop EWEA systems tailored to the local context. Across Africa, Asia and the Pacific and Latin America, FAO has successfully implemented a range of early actions to mitigate the impact of droughts, severe winters, animal diseases and forced migration. For instance, in Colombia, FAO has identified three departments at the border with Venezuela (Arauca, La Guajira and Norte de Santander) where the sudden influx of Venezuelan migrants and Colombian returnees is impacting food security and nutrition, and straining the provision of public services.	FAO
	Bangladesh Ethiopia Kenya Syrian Republic Nigeria The Sudan South Sudan	FAO Safe Access to Fuel and Energy (SAFE) initiative addresses the energy needs during emergencies and protracted crises, and to build resilient livelihoods in a sustainable manner. In implementing the SAFE initiative, The work in this area can have important multiplier effects – from better food security, nutrition and health, to the sustainable management of natural resources, greater resilience to climate change and natural hazards, and increased livelihood opportunities. FAO engages in inter-agency coordination through the SAFE Humanitarian Working Group, which seeks to facilitate a more coordinated, predictable, timely and effective response to the fuel and energy needs of crisis-affected populations. Together with other implementing partners, FAO carried out joint assessments in Bangladesh, Chad, Djibouti, Ethiopia, Kenya, Nigeria, Somalia, South Sudan, the United Republic of Tanzania and Uganda.	FAO UNHCR IOM WFP
Harnessing the potential of migration for rural development and transformation			

<i>Mobilizing human and financial resources of migrants and diaspora</i>	Somalia	Somali AgriFood Fund targets the successful Somali diaspora in US, Canada, North of EU and Australia, matching their interest to invest with small and medium enterprises in the agribusiness in Somalia on fishing, agriculture, food processing, packaging and cold storage facilities, livestock.	IFAD
	Mali	Babyloan crowd-funding platform identifies good business plans for the development of microenterprises, and matches them with diaspora members and organizations in France keen to invest in their home country, through the intermediation of Malian microfinance institutions.	
	Ethiopia	Ethiopian Diaspora Trust Fund (EDTF) is financing people-focused social and economic development projects. The Fund aims to finance projects that meet critical needs selected based on their potential to make the highest positive impact on groups and communities in Ethiopia in such areas as health, education, water and sanitation facilities, agricultural development, technology, small scale entrepreneurship and other income and employment generating projects.	
	Senegal	The Support Fund for Investments of Senegalese Abroad aims to promote productive investments in growth sectors in Senegal by Senegalese citizens living overseas with the long-term objective of encouraging their voluntary return.	
	Republic of Moldova	The Programme for Attracting Remittances into the Economy offers funding to complement migrants' financial resources and provides entrepreneurial training to migrants and their relatives for business development. The Programme also provides beneficiaries with information on the existing business opportunities and for this purpose Diaspora networks act as important information dissemination channels thus raising awareness on available investment opportunities in Moldova. The Programme has had substantial impacts on the national economy with 60 to 70 percent of established and/or expanded businesses are in the agrifood sector.	
	Jamaica	Jamaica Diaspora Agriculture Taskforce (JDAT) Investor Circle provides microfinance funding for local farmers. The Circle provides an opportunity for persons and organizations within diaspora and Jamaica, to pool their resources in an effort to assist the country's agricultural sector. The JDAT has been engaging Jamaican farmers in a number of initiatives aimed at promoting sustainable organic farming. The initiatives are to ensure that local farmers are trained, and that appropriate technology and financing options are available to enable them to capitalise on the demand for organic foods in the United States. The JDAT partnership with the Jamaica Agricultural Society (JAS) works to increase the knowledge of farmers through training in organic farming techniques, packaging (especially for international standards), trading procedures and quality control. As of January 2019, small farmers have benefited from micro grants from the JDAT, which will go towards improving and expanding their operations.	
	Nepal	Loan Programme for Returned Nepalese Migrants provides loans of 1 million Nepalese rupees (\$8,908) to people who've returned in the last three years. The loans are meant to be used to build businesses and should be repaid within five years, says Narayan Prasad Paudel, executive director of Nepal Rastra Bank. To get the loan, applicants must first pass a skills verification test designed by the Council for Technical Education & Vocational Training (CTEVT). Returnee Migrant Entrepreneurship Award Program is conducted annually and the Ministry of Labour, Employment and Social Security (MOLESS) recognizes contributions of returnee migrants from across Nepal who are engaged in innovative entrepreneurship programs. Certificate of recognition and monetary incentives are provided to the awardees.	

		<p><u>Remit Hydro, a subsidiary of the Hydro Electricity Investment and Development Company Limited (HIDCL)</u> aims to promote collective remittances for development and encourage the productive use of remittance. Recently, Remit Hydro has been issued survey licenses for two run-off-the-river mid-sized hydro-power projects in Taplejung, in Eastern Nepal, at 19 Arab Rupees. It is expected that 24 per cent of this would be set aside for migrant workers.</p>	
		<p><u>Social Security Fund</u> - Every month, tens of thousands of private sector workers and their employers will be contributing to a common fund which will help needy workers get financial support. Returning migrants can as well pay contributions to this Fund and benefit from social entitlements.</p>	
	Mexico	<p><u>The Migrant Support Fund</u> is a federal fund administered to states according to the size of their repatriated migrant populations, provides migrants a one-time seed grants of up to USD 1,500 to start a new business, which represents a key path to their economic reintegration.</p>	
		<p><u>Tres por Uno (Three for One) Program</u> supports the initiatives of Mexicans living abroad and gives them the opportunity to channel their resources into works of social impact that directly benefit their home communities in Mexico. The project is implemented with the assistance of clubs or federations of migrants living abroad, the Federal Government (through SEDESOL - The Social Development Secretariat) and the state and municipal governments. For every peso sent by migrants, the Federal, State and Municipal governments add 3 pesos each, hence the name: 3x1.</p>	
	El Salvador	<p><u>The Program of Employment Creation for Migrants, Economic and Psychosocial Integration Project for Returnees</u>, These Programs offer migrants access to local job-search databases, vocational training, skills accreditation and seed grants up to USD 3,500 for entrepreneurial projects. Additionally, the National Network of Returned Entrepreneurs offers counselling and seed capital to migrants who demonstrate potential to establish new businesses or projects.</p> <p>FAO is supporting the <u>sustainable reintegration of returnees through livelihoods support</u> and a large-scale project with the Green Climate Fund aimed at increasing climate resilience of smallholder farmers and food systems, addressing an adverse driver of migration.</p>	FAO
	Tajikistan	<p>FAO is supporting the <u>channelling of remittances</u> (using the “1+1” matching approach) for agricultural development, nutrition and social protection in national food systems, including by assisting migrants and their families and communities in formulating small- and medium-scale enterprises in fruit, vegetable and livestock production and agribusiness.</p>	FAO
	Uganda	<p><u>Diaspora engagement in agri-business</u>. The project aims to foster diaspora investments in agricultural value chains in Uganda, by assessing and supporting institutional mechanisms, mapping Ugandan diaspora skills and expertise related to agri-business, and developing a diaspora in agribusiness network and road map for policy dialogue.</p>	FAO
	Uganda	<p><u>Scaling up remittances and financial inclusion in rural areas through post offices</u>. PostBank Uganda, in partnership with Posta Uganda, is finalizing its remittances business plan and expanding financial inclusion through remittances in rural areas of Uganda, leveraging Posta Uganda’s broad network of rural post offices to expand access to financial services for the rural</p>	IFAD PostBank and Posta Uganda

		population. The post offices are being equipped with modern digital and mobile technologies for remittance delivery and financial service transactions, and postal staff is receive specialized training. By 2020, PostBank Uganda aims to serve 50,000 new remittance recipients, provide remittance delivery services to 20,000 refugees, and provide training in financial literacy to both	
	Kenya - Uganda	Deepening financial inclusion and enhancing rural people's resilience by providing low-cost, cross-border mobile money transfers across the Kenya-Uganda corridor, linked with savings, loans and other financial services, and by promoting entrepreneurship for migrant family investment. With the existing technology, this mobile remittance channel aims at improving rural coverage, proximity and convenience for users, while transforming mobile wallets from a transactional to an advisory tool that manages remittance origination and used in conjunction with bank accounts and related products. The model is being up-scaled and expanded in neighbouring countries. In terms of outcomes, the project aims to reach 5,000 migrant workers and remittance recipients using the mobile channel linked to banking services and to reduce the transaction cost to 5 per cent on average for both ways of the corridor (i.e. Kenya to Uganda and Uganda to Kenya).	IFAD Equity Bank
	Malaysia – Pakistan - Bangladesh	This highly-innovative project aims at digitalizing migrant workers' remittances both in Malaysia and in countries of origin through e-wallets (wallet-based mobile-enabled remittance system), thus providing the target group remittance recipients access to additional financial services that meet their needs. It aims to link mobile-enabled remittances with digital financial services offered by third parties at the receiving end in Pakistan and Bangladesh. The project aims at enabling financial inclusion for migrant communities who are largely excluded from mainstream financial services due to their unreachable locations, limited operating hours and expensive fees and charges. By providing end-to-end digital mobile financial solutions, migrant workers will be able to access international remittance services and other related products at lower costs and increased reliability.	IFAD ValYou , Mobile Network Operator (MNO)
<i>Maximizing the contribution of migrants for agriculture and rural development in destination areas</i>	Canada	The Rural and Northern Immigration Pilot is a community-driven program designed to spread the benefits of economic immigration to smaller communities by creating a path to permanent residence for skilled foreign workers who want to work and live in rural communities where they can quickly become self-sufficient, and exercise their skills in agriculture and food production. This innovative, economic pilot will test a new community-driven approach to attracting and retaining newcomers to communities across Ontario, the Western provinces and the territories. Interested communities must work with a local economic development organization to submit an application that demonstrates how they meet the eligibility criteria and their ability and willingness to take an active role in attracting and welcoming newcomers that meet their economic needs.	
	Australia	Supporting refugee farming initiatives in rural and regional Australia: This initiative evolved spontaneously from research led by University of Wollongong and University of Melbourne academics in partnership with a community-based food cooperative Food Next Door. The researchers were able to connect Burundi refugees and former refugees who are 'landless farmers' with donated farmland. with Food Next Door and grow culturally important crops. These refugee farming initiatives are currently being established via support from research grants, private donors (in the form of land and grants to cover irrigation costs) and several hundred volunteer hours. The initiative began in 2016. To date, the academics have supported the establishment of	University of Wollongong University of Melbourne Food Next Door, community-based food cooperative

		refugee farming initiatives. The initiative is open to supporting any refugees, or former refugees, with a desire to farm but without the means to afford access to farmland.	
	The Philippines - Canada	<u>Partnership on Ethical Labour Recruitment:</u> IOM has signed a Memorandum of Understanding (MoU) to facilitate the ethical recruitment of Filipino workers between the Philippines and the Canadian provinces of Alberta and Saskatchewan. The agreement will involve pilot testing the International Recruitment Integrity System (IRIS). The agreement was signed on 8 June 2018 by IOM, the Ministry of Service of Alberta, the Ministry of Labour Relations and Workplace Safety of Saskatchewan and the Department of Labor and Employment of the Republic of the Philippines. The Commission on Filipinos Overseas estimates that there are over 700,000 permanent and temporary Filipinos currently living in Canada. IRIS is a social compliance scheme that is designed to promote ethical international recruitment; it defines and sets a benchmark for ethical recruitment and establishes a voluntary certification process for international labour recruiters that demonstrate good practice.	IOM Ministry of Service of Alberta Ministry of Labour Relations and Workplace Safety of Saskatchewan Department of Labor and Employment of the Republic of the Philippines
	Jordan	<u>My.Coop</u> – Building capacity of cooperatives towards involving Syrian refugees and Jordanian farmers in agricultural value chains. The project promotes integration and participation of Syrian refugees and vulnerable Jordanians in agricultural livelihood opportunities through enhancing capacities of eight ILO-network cooperatives in the governorates of Irbid and Mafraq in the northern Jordan. A training programme on the management of agricultural cooperatives has been developed in partnership with FAO, ILO and ITC-ILO.	ILO FAO ITC-ILO
	Colombia	ILO contributed to <u>improving the representativeness, organizational capacity and socio-political impact</u> of the Colombian trade unions of the rural sector, within the framework of the peace building process, through respect for the rights of workers, in particular freedom of association, consultation and participation for rural development, collective bargaining and gender equality.	ILO

-
- ¹ Banque mondiale, 2016
- ² DAES ONU 2014
- ³ Les objectifs suivants du Pacte mondial sur les migrations sont pertinents pour le développement et la transformation des zones rurales: 1, 2, 3, 5, 6, 7, 10, 14, 15, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 23.
- ⁵ Mercandalli, S. et Losch, B., éd. 2017. Une Afrique rurale en mouvement. Dynamiques et facteurs des migrations au sud du Sahara. Rome, FAO et CIRAD, 60 p
- ⁵FAO. 2018. La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2018. Migration, agriculture et développement rural. Rome.
- ⁶ OIT Estimations mondiales de l'OIT concernant les travailleuses et les travailleurs migrants– Résultats et méthodologie. 2e éd. Organisation internationale du travail - Genève: OIT, 2018
- ⁷ PNUD. 2009. Rapport mondial sur le développement humain 2009. Lever les barrières: mobilité et développement humains. New York
- ⁸ OCDE. 2017. Interactions entre politiques publiques, migrations et développement. Publication OCDE. Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264265615-en>
- ⁹ OIT Estimations mondiales de l'OIT concernant les travailleuses et les travailleurs migrants– Résultats et méthodologie. 2e éd. Organisation internationale du travail - Genève: OIT, 2018
- ¹⁰CEDAW Recommandation générale n° 26 concernant les travailleuses migrantes, (2008). https://www2.ohchr.org/english/bodies/cedaw/docs/GR_26_on_women_migrant_workers_en.pdf
- ¹¹FAO. 2018. Op. cit.
- ¹²FAO. 2018. Op. cit.
- ¹³ DAES ONU. 2017. Trends in International Migrant Stock: The 2017 revision (base de données des Nations Unies, POP/ DB/ MIG/ Stock/ Rev.2017). New York
- ¹⁴FAO. 2018. Op. cit.
- ¹⁵FAO. 2018. Op. cit.
- ¹⁶OIT. 2015. Estimations mondiales de l'OIT concernant les travailleuses et les travailleurs migrants. Résultats et méthodologie, Genève: OIT, p. 8. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_436343.pdf
- ¹⁷FIDA. 2016. Migration and transformative pathways. A rural perspective. Rome, Fonds international de développement agricole.
- ¹⁸FIDA. 2017. Envois de fonds: vers la réalisation des ODD, une famille à la fois. Rome, Fonds international de développement agricole.
- ¹⁹FIDA. 2017. Op. cit.
- ²⁰FAO. FIDA. 2008. Migration internationale, envois de fonds et développement rural
- ²¹FIDA. 2017. Op. cit.
- ²²OCDE. 2017. Interactions entre politiques publiques, migrations et développement. Publication OCDE. Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264265615-en>
- ²³Deshingkar, P. 2012. Environmental risk, resilience and migration: implications for natural resource management and agriculture. *Environmental Research Letters*, 7(1):1–7.
- ²⁴Adams, R.H. 1998. Remittances, Investment and Rural Asset Accumulation in Pakistan. *Economic Development and Cultural Change*, 47: 155–73.
- ²⁵ Banque mondiale. 2018. Remittances Prices Worldwide, éd. 31
- ²⁶ Le coût moyen le plus élevé par région dans le monde reste en ASS, soit 9,3 % durant le premier trimestre 2019
- ²⁷ OCDE. 2017. Op. cit.
- ²⁸ FIDA. 2017. Op. cit.
- ²⁹ Evaluation de la contribution économique des migrations de main-d'œuvre dans les pays en développement en tant que pays de destination, https://www.ilo.org/global/topics/labour-migration/projects/WCMS_344706/lang--en/index.htm#Outputs
- ³⁰ OCDE. 2017. Op. cit.
- ³¹ FAO 2018. La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2018. Migrations, agriculture et développement rural. Rome.
- ³² OIT. 2019 (à venir). 'Promoting fair and effective labour migration policies in agriculture and rural areas'. OIT Portefeuille des notes d'orientation des politiques sur la promotion du travail décent dans l'économie rurale, OIT, Genève.
- ³³ Les estimations montrent que 60 % de la croissance de la population urbaine provient d'une augmentation naturelle tandis que 20 % s'explique par la reclassification des habitats. Consulter: ONU-Habitat. 2013. Etat des villes dans le monde 2012/2013. Prospérité des villes. New York, Routledge.
- ³⁴ FAO. 2017. La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2017: Mettre les systèmes alimentaires au service d'une transformation rurale inclusive. Rome.

-
- ³⁵ Stapleton, S., Nadin, R., Watson, C. et J. Kellet. 2017. 'Climate change migration and displacement: The need for a risk-informed and coherent approach'. Overseas Development Institute (ODI) et PNUD, novembre 2017. Disponible sous: <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/11874.pdf>
- ³⁶ Stapleton, S., Nadin, R., Watson, C. et J. Kellet. 2017. Op cit.
- ³⁷ OCDE. 2017. Op. cit.
- ³⁸ OIT. 2019 (à venir). Op. cit.
- ³⁹ OCDE. 2017. Op. cit.
- ⁴⁰ OCDE. 2017. Op. cit.; OCDE/OIT (2018), Comment les immigrés contribuent à l'économie des pays en développement, publication OCDE, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264288737-en>
- ⁴¹ McKay, A. et Deshingkar, P. 2014. Internal remittances and poverty: further evidence from Africa and Asia. Working Paper 12, Migrating out of Poverty Research Consortium. Sussex, UK, University of Sussex.
- ⁴² FIDA 2018. Forum mondial sur les envois de fonds, l'investissement et le développement 2018 Asie-Pacifique, rapport officiel.
- ⁴³ OCDE. 2017. Op. cit.
- ⁴⁴ Dans le cadre d'une opération « espèces contre espèces », l'argent reçu est immédiatement retiré, ce qui empêche une véritable inclusion financière. Autres opérations possibles : d'espèces à compte, de compte à espèces, de compte à compte.
- ⁴⁵ Résumé analytique de la célébration par le FMMD 2019 de la "[Journée internationale des envois de fonds à la famille – Aider un milliard de personnes à atteindre leurs propres ODD](https://gfmd.org/files/documents/summary_report_-_international_day_of_remittances_observance_event.pdf)" tenue le 14 juin 2019 au siège des Nations Unies à New York (organisée par le FIDA, la Banque mondiale et le DAES ONU en collaboration avec les missions permanentes d'Algérie, du Canada, d'Equateur, du Guatemala, de Madagascar et des Philippines) https://gfmd.org/files/documents/summary_report_-_international_day_of_remittances_observance_event.pdf.
- ⁴⁶ Sangaré B., P. 2017. Mali : Kayes, the gift of migration. Sahelien. <https://sahelien.com/en/mali-kayes-le-don-de-la-migration/>
- ⁴⁷ Tiffen, M., Mortimore, M. et Gichuki, F., 1994, More People, Less Erosion – Environmental Recovery in Kenya, ACTS Press in association with ODI, <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/4600.pdf>
- ⁴⁸ FAO. 2018. Op. cit.
- ⁴⁹ OCDE. 2017. Op. cit.
- ⁵⁰ OCDE. 2017. Op. cit.
- ⁵¹ OIT 2018 Lignes directrices concernant les statistiques sur la migration internationale de main d'œuvre https://www.ilo.org/global/statistics-and-databases/meetings-and-events/international-conference-of-labour-statisticians/WCMS_648922/lang--en/index.htm
- ⁵² OIT. 2019. Principes généraux et directives opérationnelles concernant le recrutement équitable et Définition des commissions de recrutement et frais connexes. OIT, Genève. https://www.ilo.org/global/topics/fair-recruitment/WCMS_536755/lang--en/index.htm
- ⁵³ https://www.ilo.org/asia/publications/WCMS_521317/lang--en/index.htm
- ⁵⁴ OIT 2016. Regional Model Competency Standards: Agriculture and Aquaculture, disponible sous: https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/documents/publication/wcms_521317.pdf
- ⁵⁵ OIT. Convention sur les travailleurs migrants, 1949 (N° 97) accompagnée de sa recommandation, 1949 (N° 86), Convention sur les travailleurs migrants (dispositions supplémentaires), 1975 (N° 143) accompagnée de sa recommandation, 1975 (N° 151).
- ⁵⁶ FIDA. 2017. Op. cit.
- ⁵⁷ OIT. Renforcer les organisations des travailleurs ruraux dans la Colombie post-conflit, disponible sous: https://www.ilo.org/lima/programas-y-proyectos/WCMS_618842/lang--es/index.htm (en espagnol).
- ⁵⁸ OIT. 2018. Op.cit.
- ⁵⁹ OIT. 2018. Le 11^e Forum de l'ASEAN sur les migrations de main d'œuvre (AFML) Brochure d'information générale. 3^e édition. https://www.ilo.org/asia/publications/WCMS_310994/lang--en/index.htm
- ⁶⁰ OIT. 2018. Op.cit.